

Ains mande...
Frai...
battu...
qu'à l...
l'en p...
servic...
trois...
toutes...
l'état...
aucun...
ment...
plaqu...
n'y vo...
anue...
Arri...
jeun...
tion...
laquel...

Comm...
offi...
Celle...
que...
l'rol...
tent...
Mes...
Divisi...
dan...
portan...
jours...
Melz...
Bazin...
l'enne...
mier...
quarti...
ment...
euell...
trés-d...
géné...
le tra...
trains...
voyag...
turs...
à le...
Géné...
met...
intro...
du go...
du roi...
pruss...
Le...
missi...
clara...
negoc...
de Me...
et se...
fit obs...
mer...
le met...
meitr...
point...
tegor...
la pa...
par le...
verne...
gouve...
En...
géné...
é...
naux...
reusel...
l'ann...
en Fir...
munic...
siens...
paral...
défen...
de Ké...
tombe...
drape...
deux...
truite...
par d...
jour...
ont...
conco...
la séc...
tère...
ardent...
et l'A...
guert...
Det...
dispe...
quant...
d'Ork...
cause...
de la...
songe...
s'adri...
avant...
On...
tuille...
prope...
ne p...
tés...
enco...
le col...
bère...
fran...
remplir l'armée de Metz. En attendant le retour du général Boyer reparti vers Versailles avec de nouveaux pouvoirs il est urgent de faire savoir aux troupes que la situation pénible où nous nous trouvons n'est que transitoire. L'armée se sépare

calmer son désespoir que la promesse de lord Granville d'insister auprès du quartier général prussien pour obtenir la rentrée à Metz du commandant de l'ex-garde impériale. Sur cette assurance, Bourbaki quitta Londres et vint attendre en Belgique le laissez-passer sur lequel il comptait. C'est pendant ce séjour en Belgique que, la réponse prussienne se faisant attendre, le général conçut l'idée de se rendre à Tours pour expliquer au gouvernement de la défense nationale les causes de sa mystérieuse sortie. Ses explications ont sans doute été jugées parfaitement satisfaisantes, puisque le général Bourbaki a été chargé d'un commandement important dans le Nord-Est et qu'il a renoncé à l'idée de rentrer à Metz.

Ajoutons pour compléter ce récit que, peu de temps après que le général eut quitté l'Angleterre, l'auteur de toute cette intrigue, R..., se presenta de nouveau à Chislehurst, mais qu'il fut éconduit dans les termes les moins flatteurs par M. Chevreau, ancien ministre de l'intérieur dans le cabinet Palikao.

Pendant que Bourbaki se trouvait à Tours, un autre personnage, connu par la finesse de son intelligence et par son dévouement absolu à la personne du maréchal Bazaine, le général Boyer, se rendait à Versailles, où sa présence devait exciter de nombreux commentaires. S'agissait-il, comme on l'a cru au premier moment, de régler les conditions de la capitulation de Metz? ou bien était-il vrai, comme l'ont supposé quelques personnes, que le maréchal Bazaine, tenant par de compte du gouvernement de Paris et de la délégation de Tours, et se considérant, lui et son armée, comme le seul pouvoir effectif existant en France, eût conçu l'idée d'ouvrir directement avec le quartier général du roi Guillaume des négociations en vue de la paix?

Ce qui semblerait venir à l'appui de cette dernière hypothèse, c'est le voyage à Londres du général Boyer, qui n'a pas fait mine de se rendre à Tours. (Journal de Genève.)

La capitulation de Metz.
Le Daily News a reçu d'un de ses correspondants, par voie télégraphique, les détails suivants sur les incidents qui ont précédé la capitulation : *Ech, 26 octobre.* — Il y a cinq jours, le général Coffinières, commandant de la ville et de la forteresse de Metz, a informé le maréchal Bazaine, qui commandait l'armée campée à l'extérieur, qu'il ne pouvait plus fournir de vivres et que le maréchal devait se tirer d'affaire par lui-même. Bazaine, en recevant cette nouvelle, donna ordre à ses avant-postes de cesser de tirer sur les pickets allemands, et il autorisa tacitement ses soldats à désertir par groupes de douze ou de vingt-quatre hommes, qui furent accueillis par les avant-postes allemands comme prisonniers. Les plus forts groupes furent repoussés. Dans l'après-midi du 24, on reçut de Metz, par l'intermédiaire d'un espion bourgeois, l'information sûre qu'une irruption en masse devait avoir lieu pendant la nuit sur Gravelotte. Comme la proposition de Bazaine de capituler avec son armée seule avait été péremptoirement repoussée à plusieurs reprises, le mouvement devait se faire

sans espoir de sauver une partie quelconque des troupes organisées, mais seulement de fournir à Metz les Français leurs honneurs. Tous les soldats ont rempli leurs sacs, et s'en retournent dans leurs foyers. Les Français commencent alors leur travail et s'en retournent dans leurs foyers. Les Français commencent alors leur travail et s'en retournent dans leurs foyers.

Un message fut envoyé à Frédéric-Charles pour lui faire connaître l'intention qu'il avait de capituler. C'est la première proposition qui fut faite au nom de la forteresse, en même temps que les troupes allemandes, qui s'étaient amassées silencieusement dans la direction de Gravelotte, reçurent l'ordre de se retirer dans leurs camps. Hier après midi, à une heure, le général Changarnier, en qualité de plénipotentiaire, passa une heure avec le prince. Il sortit de l'entrevue très troublé, et, plus tard, pour s'exercer au sujet de quelques points oubliés, il dit : « Ce n'est pas étonnant, le prince était si sévère ! »

En conséquence des arrangements qui avaient été pris à cette entrevue, le général Stikles et le colonel Herzourg, chef d'état-major et quartier-maître général de l'armée du prince, se rendirent à cheval à Frescati, château situé à trois milles au sud de Metz et dans les lignes allemandes. Les deux commandants français, ainsi que M. Humbert, commandant en second de la forteresse, y avaient été amenés dans une chaise de poste prussienne de campagne. La conférence dura de six à sept heures du soir et se termina par un arrangement partiel. Les points encore en litige doivent être discutés de nouveau aujourd'hui à midi.

Il n'est pas douteux que le retard que subit la reddition de Metz, et qui résulte de ce défaut d'accord, ne sera que de courte durée, attendu que tout semble indiquer que la place est réduite à l'extrémité.

Dans cette supposition, le second corps a reçu, hier à midi, l'ordre de marcher sur Paris, et il se trouvait déjà en route de bonne heure dans l'après-midi. D'un autre côté, d'autres troupes ont été concentrées la nuit dernière sur les points accessibles les plus voisins de Metz, afin d'empêcher toute désertion en masse des lignes de l'ennemi, une telle désertion semblant être le dernier moyen qui restât à Coffinières et à Bazaine de ménager les vivres et de prolonger la résistance.

De Mars-la-Tour à Courcelles et de Jouy à Mazières, toutes les troupes, dans les villages, étaient sur pied, et tous les feux de bivouac allumés à deux heures du matin. En même temps, on voyait des masses mouvantes couvrant les routes et les champs, mais aucun désordre n'avait lieu. Les troupes ignoraient dans quel but elles marchaient.

Voici, d'autre part, les renseignements transmis à la Gazette de Cologne par un de ses correspondants militaires : *Corny, 26 octobre.* — Avant-hier soir, une lettre de Bazaine arriva au quartier général, avec prière de vouloir accorder le lendemain une audience au général Changarnier. Le prince Frédéric-Charles consentit à cette audience, et chargea deux officiers d'ordonnance d'aller chercher le général le lendemain à onze heures au camp de St. Priest.

Le terrain compris entre nos avant-postes et ceux de l'ennemi, et large d'environ 3,000 pieds, fournissait à ce moment de Français non armés qui s'approchaient

de nos lignes jusqu'à cent pas, pour chercher des pommes de terre, des raisins et du fourrage pour les chevaux. Cette scène se reproduit d'ailleurs tous les matins. Les Français tiennent leurs honneurs sur les avant-postes, montent leur sentinelle et font consommer par eux pantomime expressive qui ont grand'peine. Nos soldats leur font un signe d'adhésion. Les Français commencent alors leur travail et s'en retournent dans leurs foyers. Les Français commencent alors leur travail et s'en retournent dans leurs foyers.

Le général Changarnier tardant toujours à arriver, nos deux officiers d'ordonnance prirent un drapier de parlementaire et s'acheminèrent jusqu'aux travaux extérieurs de Metz, entourés d'un grand nombre de soldats français sans armes; ils furent reçus par un porteur français l'arme au pied. Après que l'officier eut fait connaître l'objet de leur mission, l'officier montra une voiture qui s'approchait. Changarnier, accompagné de son valet, se précipita vers la voiture, et fut introduit à faire le trajet en voiture aussi longtemps que possible, parce qu'il n'y avait pas de moyen de transport plus sûr. Les officiers envoyèrent chercher leur propre voiture et le général y monta.

Changarnier est républicain; il se mit à la disposition de l'empereur après la bataille de Wörth; il se trouva à Metz depuis le 8 août; il est aide de camp de Bazaine, sans avoir un commandement spécial. On lui voyait Stiehle et conduisit auprès du prince. La conférence dura une heure et demie, après quoi il fut reconduit à sa voiture. Le général Changarnier paraissait brisé de fatigue et d'émotion; ses dernières paroles, au quartier général, furent celles-ci : « Nous succomberons, mais avec honneur. Je vous souhaite, messieurs, que pareil malheur ne vous arrive jamais, ni à aucun brave soldat. »

A ces mots, les larmes lui coulèrent des yeux. On lui mit de nouveau un bandeau, et, dans cet état, il fut reconduit jusqu'à des avant-postes. Là, il fut des soldats occupés à récolter des pommes de terre; il s'arrêta et leur adressa quelques paroles, faisant allusion de nos troupes et exprimant l'espoir que les négociations qu'il venait d'ouvrir aboutiraient promptement à une solution.

L'entrevue avec le prince Charles avait eu lieu au château de Frescati. Un général français de division et le général von Stiehle y assistaient. Nous avons mentionné à la capitulation les mêmes conditions que pour la reddition de Sedan et de Strasbourg.

L'immersion de la capitulation de Metz se faisait sentir dès le 24 octobre, car le correspondant du Daily Telegraph devant Metz, écrivant à cette date, initialement sa correspondance : « Metz in extremis, et disait que déjà depuis cinq jours, pas un coup de feu n'avait retenti de part ou d'autre. Déjà les négociations se poursuivaient avec activité. L'arrivée d'officiers, les yeux bandés, au camp allemand, était un événement quotidien, et l'on pouvait voir les soldats français arrachant des pommes de terre du terrain en litige sur lequel, quelques jours auparavant, ils n'eussent pas osé se hasarder sans être sûrs de recevoir les saluts prussiens. Les déserteurs annonçaient que les soldats ne recevaient plus de pain et qu'ils étaient sans sel et sans pain.

Le correspondant ajoutait qu'il était impossible que Metz tût tenu plus de huit jours encore. Une salle avait été préparée dans le château de Frescati, l'un des avant-postes prussiens, afin que les préliminaires et les négociations de la capitulation pussent y avoir lieu.

Voici l'effectif approximatif des forces dont le maréchal Bazaine avait le commandement au 24 octobre dernier :
Garde impériale... 10,000
Les quatre régiments complets de volontaires, supérieurs de 2,300 hommes environ... 9,000
Le régiment complet de zouaves... 2,300

Les trois régiments complets de grenadiers... 7,500
Régiment de guides... 4,000
Régiment de chasseurs... 4,000
Régiment de lanciers... 4,000
Régiment de dragons... 4,000
Régiment de cuirassiers... 4,000
Régiment de carabiniers... 4,000

CORPS DE MARÉCHAL CHANGARNIER.
1^{re} division... 4,000
2^e division... 8,000

3^e, 9^e, 14^e, 20^e, 31^e et 38^e de ligne... 12,000
70^e et 94^e de ligne... 4,000

4^{re} division... 8,000
Division de cavalerie... 4,800
1^{er} hussards, 6^e chasseurs, 1^{er} et 7^e lanciers, 5^e et 6^e cuirassiers (800 hommes montés par régiment)...

CORPS DE GÉNÉRAL LALLEMAND.
1^{re} division... 4,000
2^e division... 8,000

3^e division... 4,000
4^e division... 8,000

5^e division... 4,000
6^e division... 8,000

7^e division... 4,000
8^e division... 8,000

9^e division... 4,000
10^e division... 8,000

11^e division... 4,000
12^e division... 8,000

13^e division... 4,000
14^e division... 8,000

15^e division... 4,000
16^e division... 8,000

17^e division... 4,000
18^e division... 8,000

19^e division... 4,000
20^e division... 8,000

21^e division... 4,000
22^e division... 8,000

23^e division... 4,000
24^e division... 8,000

25^e division... 4,000
26^e division... 8,000

27^e division... 4,000
28^e division... 8,000

29^e division... 4,000
30^e division... 8,000

31^e division... 4,000
32^e division... 8,000

33^e division... 4,000
34^e division... 8,000

35^e division... 4,000
36^e division... 8,000

37^e division... 4,000
38^e division... 8,000

39^e division... 4,000
40^e division... 8,000

41^e division... 4,000
42^e division... 8,000

43^e division... 4,000
44^e division... 8,000

45^e division... 4,000
46^e division... 8,000

fait mal à voir. On n'espère guère le sauver. Il s'est senti trop faible pour me dicter une lettre, mais il a pu me dire l'adresse de ses parents. Toutes les demi-heures nous lui faisons prendre un peu de bouillie et de Bordeaux, mais, blessé à sept heures du matin, il n'a été relevé que le soir et a été porté à Chaptal qu'à onze heures. Un autre a été enlevé à Chaptal par un horrible soufflet. A la fin le pauvre garçon a couvert sa figure de son drap et a pleuré. C'était terrible à voir. Tous sont de ce 55^e, qui a si vaillamment combattu avant-hier.

Vers le soir, plusieurs ont assez bien diné, à mon grand étonnement. Je leur porte les journaux et suis bien accueilli; aujourd'hui, je compte y passer ma journée; ce sera un solennel dimanche... Sur moi, tu sais que tu n'as aucune inquiétude à avoir. Je n'ai encore rien à souffrir. Il y a de tout dans toutes les maisons et à chaque étage, et tout semble prêt, même pour un rude combat.

10 octobre.
L'absence de vos nouvelles est la grande épreuve de ce temps, beaucoup plus paisible qu'on ne le suppose au dehors, je suis sûr. Ma vie est, à part de chose près, ce que tu vas connaître le bruit du canon que l'on entendait encore quand je me suis endormi et qui a recommencé de grand matin est le plus lugubre, et comme ces derrières nous avons contre les hommes.

Le général Changarnier paraissait brisé de fatigue et d'émotion; ses dernières paroles, au quartier général, furent celles-ci : « Nous succomberons, mais avec honneur. Je vous souhaite, messieurs, que pareil malheur ne vous arrive jamais, ni à aucun brave soldat. »

A ces mots, les larmes lui coulèrent des yeux. On lui mit de nouveau un bandeau, et, dans cet état, il fut reconduit jusqu'à des avant-postes. Là, il fut des soldats occupés à récolter des pommes de terre; il s'arrêta et leur adressa quelques paroles, faisant allusion de nos troupes et exprimant l'espoir que les négociations qu'il venait d'ouvrir aboutiraient promptement à une solution.

L'entrevue avec le prince Charles avait eu lieu au château de Frescati. Un général français de division et le général von Stiehle y assistaient. Nous avons mentionné à la capitulation les mêmes conditions que pour la reddition de Sedan et de Strasbourg.

L'immersion de la capitulation de Metz se faisait sentir dès le 24 octobre, car le correspondant du Daily Telegraph devant Metz, écrivant à cette date, initialement sa correspondance : « Metz in extremis, et disait que déjà depuis cinq jours, pas un coup de feu n'avait retenti de part ou d'autre. Déjà les négociations se poursuivaient avec activité. L'arrivée d'officiers, les yeux bandés, au camp allemand, était un événement quotidien, et l'on pouvait voir les soldats français arrachant des pommes de terre du terrain en litige sur lequel, quelques jours auparavant, ils n'eussent pas osé se hasarder sans être sûrs de recevoir les saluts prussiens. Les déserteurs annonçaient que les soldats ne recevaient plus de pain et qu'ils étaient sans sel et sans pain.

Le correspondant ajoutait qu'il était impossible que Metz tût tenu plus de huit jours encore. Une salle avait été préparée dans le château de Frescati, l'un des avant-postes prussiens, afin que les préliminaires et les négociations de la capitulation pussent y avoir lieu.

Voici l'effectif approximatif des forces dont le maréchal Bazaine avait le commandement au 24 octobre dernier :

Garde impériale... 10,000
Les quatre régiments complets de volontaires, supérieurs de 2,300 hommes environ... 9,000
Le régiment complet de zouaves... 2,300

Les trois régiments complets de grenadiers... 7,500
Régiment de guides... 4,000
Régiment de chasseurs... 4,000
Régiment de lanciers... 4,000
Régiment de dragons... 4,000
Régiment de cuirassiers... 4,000
Régiment de carabiniers... 4,000

CORPS DE MARÉCHAL CHANGARNIER.
1^{re} division... 4,000
2^e division... 8,000

3^e, 9^e, 14^e, 20^e, 31^e et 38^e de ligne... 12,000
70^e et 94^e de ligne... 4,000

4^{re} division... 8,000
Division de cavalerie... 4,800
1^{er} hussards, 6^e chasseurs, 1^{er} et 7^e lanciers, 5^e et 6^e cuirassiers (800 hommes montés par régiment)...

CORPS DE GÉNÉRAL LALLEMAND.
1^{re} division... 4,000
2^e division... 8,000

3^e division... 4,000
4^e division... 8,000

5^e division... 4,000
6^e division... 8,000

7^e division... 4,000
8^e division... 8,000

9^e division... 4,000
10^e division... 8,000

11^e division... 4,000
12^e division... 8,000

13^e division... 4,000
14^e division... 8,000

15^e division... 4,000
16^e division... 8,000

17^e division... 4,000
18^e division... 8,000

19^e division... 4,000
20^e division... 8,000

21^e division... 4,000
22^e division... 8,000

23^e division... 4,000
24^e division... 8,000

par de la cavalerie légère et logées en cantonnements serrés; les hommes ne peuvent poser leurs vêtements pendant la nuit et doivent dormir le fusil sous la main; leurs positions sont couvertes par des barricades, des abatis, des murs crénelés, des fossés de tranchées, des trous de loups, etc. A trois heures d'heure en arrière de ces avant-postes se trouve le gros de la division d'infanterie à laquelle elles appartiennent, avec de l'artillerie et de la cavalerie; enfin, plus loin encore, les arrière-gardes avec l'artillerie de chaque corps d'armée. Mais pour donner la vie et le contact continu à tout ce ensemble, des fils du télégraphe de campagne relient toutes les divisions et vont en outre pour chaque division de la tête à la queue, c'est-à-dire de l'arrière-garde jusqu'aux extrêmes avant-postes. Une surprise semble donc bien difficile, qu'elle vienne soit de Paris, soit du dehors.

10 octobre.
L'absence de vos nouvelles est la grande épreuve de ce temps, beaucoup plus paisible qu'on ne le suppose au dehors, je suis sûr. Ma vie est, à part de chose près, ce que tu vas connaître le bruit du canon que l'on entendait encore quand je me suis endormi et qui a recommencé de grand matin est le plus lugubre, et comme ces derrières nous avons contre les hommes.

Le général Changarnier paraissait brisé de fatigue et d'émotion; ses dernières paroles, au quartier général, furent celles-ci : « Nous succomberons, mais avec honneur. Je vous souhaite, messieurs, que pareil malheur ne vous arrive jamais, ni à aucun brave soldat. »

A ces mots, les larmes lui coulèrent des yeux. On lui mit de nouveau un bandeau, et, dans cet état, il fut reconduit jusqu'à des avant-postes. Là, il fut des soldats occupés à récolter des pommes de terre; il s'arrêta et leur adressa quelques paroles, faisant allusion de nos troupes et exprimant l'espoir que les négociations qu'il venait d'ouvrir aboutiraient promptement à une solution.

L'entrevue avec le prince Charles avait eu lieu au château de Frescati. Un général français de division et le général von Stiehle y assistaient. Nous avons mentionné à la capitulation les mêmes conditions que pour la reddition de Sedan et de Strasbourg.

L'immersion de la capitulation de Metz se faisait sentir dès le 24 octobre, car le correspondant du Daily Telegraph devant Metz, écrivant à cette date, initialement sa correspondance : « Metz in extremis, et disait que déjà depuis cinq jours, pas un coup de feu n'avait retenti de part ou d'autre. Déjà les négociations se poursuivaient avec activité. L'arrivée d'officiers, les yeux bandés, au camp allemand, était un événement quotidien, et l'on pouvait voir les soldats français arrachant des pommes de terre du terrain en litige sur lequel, quelques jours auparavant, ils n'eussent pas osé se hasarder sans être sûrs de recevoir les saluts prussiens. Les déserteurs annonçaient que les soldats ne recevaient plus de pain et qu'ils étaient sans sel et sans pain.

Le correspondant ajoutait qu'il était impossible que Metz tût tenu plus de huit jours encore. Une salle avait été préparée dans le château de Frescati, l'un des avant-postes prussiens, afin que les préliminaires et les négociations de la capitulation pussent y avoir lieu.

Voici l'effectif approximatif des forces dont le maréchal Bazaine avait le commandement au 24 octobre dernier :

Garde impériale... 10,000
Les quatre régiments complets de volontaires, supérieurs de 2,300 hommes environ... 9,000
Le régiment complet de zouaves... 2,300

Les trois régiments complets de grenadiers... 7,500
Régiment de guides... 4,000
Régiment de chasseurs... 4,000
Régiment de lanciers... 4,000
Régiment de dragons... 4,000
Régiment de cuirassiers... 4,000
Régiment de carabiniers... 4,000

CORPS DE MARÉCHAL CHANGARNIER.
1^{re} division... 4,000
2^e division... 8,000

3^e, 9^e, 14^e, 20^e, 31^e et 38^e de ligne... 12,000
70^e et 94^e de ligne... 4,000

4^{re} division... 8,000
Division de cavalerie... 4,800
1^{er} hussards, 6^e chasseurs, 1^{er} et 7^e lanciers, 5^e et 6^e cuirassiers (800 hommes montés par régiment)...

CORPS DE GÉNÉRAL LALLEMAND.
1^{re} division... 4,000
2^e division... 8,000

3^e division... 4,000
4^e division... 8,000

5^e division... 4,000
6^e division... 8,000

7^e division... 4,000
8^e division... 8,000

9^e division... 4,000
10^e division... 8,000

11^e division... 4,000
12^e division... 8,000

13^e division... 4,000
14^e division... 8,000

15^e division... 4,000
16^e division... 8,000

17^e division... 4,000
18^e division... 8,000

19^e division... 4,000
20^e division... 8,000

21^e division... 4,000
22^e division... 8,000

23^e division... 4,000
24^e division... 8,000

25^e division... 4,000
26^e division... 8,000

27^e division... 4,000
28^e division... 8,000

29^e division... 4,000
30^e division... 8,000

un décret nommé M. Ranc, ancien maire de Paris, directeur de la sûreté générale dans le territoire de la république.

Un autre décret porte que, dans les départements en état de guerre, le comité militaire pourra requérir l'évacuation ou la destruction de chevaux, de bestiaux, de voitures et d'approvisionnement pour servir à l'ennemi.

Des reçus seront donnés aux propriétaires. Un troisième décret ordonne que pendant la durée de la guerre le ministre de la guerre peut suspendre la circulation des trains de chemins de fer, si les circonstances militaires l'exigent.

M. Thiers a quitté Tours depuis hier, se rendant d'abord à Paris et de là à Versailles. Il doit être aujourd'hui dans cette dernière ville.

Le gouvernement a décidé de ne souscrire à aucune condition d'armistice qui put impliquer l'admission d'une cession territoriale quelconque.

Le Journal officiel publie un décret, en date du 24 octobre, qui constitue l'Algérie en trois départements administrés par des préfets, sous l'autorité d'un gouverneur général civil.

Chaque département élira deux représentants du peuple.

Ce journal contient, en outre, les nominations de M. Henri Didier comme gouverneur général civil en Algérie, du général Lallemand comme commandant des forces de terre, et de M. Bazaine en Algérie et de M. Labatut comme secrétaire général.

Par un autre décret, les israélites d'Algérie sont déclarés citoyens français.

Une dépêche ministérielle, en date du 24 octobre, adressée aux préfets et aux sous-préfets, les invite à prévenir les maires de la nécessité de faire résistance à l'ennemi. Toute ville ou commune qui se rendrait sans tenter de résistance serait dénoncée au Ministre.

Calais, 24 octobre.
Le bureau ouvert à Paris pour l'expédition des Amazones a été fermé par la police et tous les papiers ont été saisis.

Les énormes ouvrages de défense exécutés à Valenciennes sont terminés. De formidables pièces d'artillerie ont été montées, la ville est abondamment approvisionnée et sera bien défendue.

On prétend, d'après des lettres de Paris, que les Prussiens ont commencé, près de Garches, des travaux souterrains. Tout porte à croire que

rassuré Simonin sur les craintes qu'il avait conçues pendant un moment, par suite des paroles de M. Grosbois. Bénédicet n'avait point forfait à l'honneur, après tout. Alors le vieux fermier songea à sa fille Georgette; et, voyant l'obscurité qui s'épaississait de plus en plus sur la campagne, il ne put s'empêcher de dire :

— Est singulier qu'à cette heure Georgette ne soit pas de retour. An même instant elle arriva, accompagnée de Jean. Georgette était fort jolie, brune et pâle avec de grands yeux bleus. Après avoir embrassé son père, elle entra dans la ferme pour aller trouver sa mère.

— Je m'inquiétais, Jean; où l'as-tu rencontrée ?

— Sur le pont, père Simonin, reprit Jean d'un air triste.

LES FAITS

QUESTIONS ET LITTÉRAIRES.

Les MARDI, JEUDI, SAMEDI et DIMANCHE. Le prix d'abonnement, payable d'avance, est de 3 fr. par trimestre pour NANCY; de 4 fr. pour les autres villes. On s'abonne et on reçoit les Annonces à l'Imprimerie, rue Saint-Dizier, 71, à Nancy. Ligne d'Annonces: 20 centimes; de Réclames: 40 centimes.

50, vers six heures et demie du matin, il percu au Moulin-Neuf, entre Sains et Dugny, deux factionnaires prussiens qui appelèrent l'un l'autre et dirent: Sans calculer le danger, ne sait pas nager, il se jeta dans la petite rivière de l'Orillon, et a disparu. Il resta...

les ambulances; il n'y a pas de combat, naturellement pas de blessés. Nous avons de bons amis; c'est un échange de prévenances, d'attentions entre nous, sans oublier cette bonne J..., qui gagne ce qu'elle veut, mais c'est pain béni, car elle sait rendre ce que le bon Dieu lui prête:...

Tours, 14 Novembre 1870.

Le Ministre de l'Intérieur à Messieurs les Maires.

Plusieurs milliers de jeunes gens de la Meurthe et des Vosges, sous prétexte d'invasion en Lorraine, sont cachés derrière les bayonnettes prussiennes; leur patriotisme se refroidit à l'appel de la défense nationale. Qu'ils n'ignorent pas que plus tard la Loi saura les atteindre et que le Conseil de guerre ne faillira pas.

GAMBETTA.

Tours, imprimerie Centrale.

mes. Pour moi, je m'étais résigné à me passer l'année au moins quatre jours sur sept, et je me sentais de ce que me procurait une amie, car j'étais le vainqueur du gâteau, et avec un peu de pain même un morceau de troisième catégorie est sûr d'être bien reçu. Mais j'ai toujours eu l'habitude, mon ancien boucher a consenti à garder une pesée que je partage avec les amis, 50 sous par livre, mais je ne risque pas de trouver mal, comme cela arrive à maintes reprises qui attendent des heures debout et à la fin du matin. — J'ai essayé d'une cervelle hère, mais je ne puis parvenir à manger cela; répugnance; j'y viendrai peut-être. Les bouchers hippiques se multiplient chaque jour, on a même été obligé de taxer cette viande; somme, on ne souffre pas encore de l'état de la viande; l'esprit est plus malade que le corps, et les gens inoccupés doivent facilement se laisser entraîner. On n'a pas encore réclamé nos services pour...

tes. Quelle regret! Quelle utile et sérieuse leçon d'économie pour toute ménagère! Comme l'on apprend forcément la valeur de chaque chose! Je ne puis croire que vous vous figuriez cette vie actuelle pour tous ceux qui sont obligés de compter; les affaires matérielles vous absorbent complètement, et du matin au soir on calcule de quelle façon on procédera pour faire chaque repas, ou plutôt un seul repas. Le din r, car c'est le seul important. Depuis huit jours je n'ai pas de viande, et mon boucher n'ayant pas le droit de me garder une pesée ainsi qu'il le faisait ces derniers temps, nous nous en passerons. Dimanche nous avons pris un billet circulaire pour faire le tour de Paris par le chemin de ceinture; mais arrivés à Auteuil, nous sommes descendus, et, traversant le bois de Boulogne et le village, nous sommes arrivés au pont de Saint-Cloud, où se trouve une barricade; en face s'élevait le village de Saint-Cloud, occupé par les Prussiens. Pendant que nous y étions, le Mont-Valérien en...

me un général qui bataille. — « Sout commandant, que deux campement »

Meuse et nous gravissions, par un sentier étroit et rapide, la baïonnette en avant, les mêmes hauteurs où les soldats avaient cru voir l'ennemi. Les Prussiens n'y étaient pas. Je commençai de croire à mon tour que décidément ils battaient en retraite, ainsi qu'on l'avait dit au Chesne; que nous allions les poursuivre sur la Moselle d'abord, puis dans le Bas-Rhin; enfin, que la France serait bientôt délivrée de l'invasion.

« l'attente commune, t pas venus; mais, fait dire au colonel er bataille, dans le (29 août). Le bruit — les uns disaient e Faily, — allait en e l'ennemi et le re- à Mourzon, pour le feux. Quand on ix qui connaissaient uis croyaient aller d'un y laissera son milierement un sol- les batteurs. » stement un chemin i serpentin dans un brillant sur nos têtes auds rayons dans les

Sur les collines escarpées qui bornent Mouzon à l'Est, sur la rive droite de la Meuse, on apercevait des masses compactes de soldats qu'on prit d'abord pour des Prussiens. On apprit bientôt que c'étaient des troupes françaises destinées à couvrir le passage de la Meuse, que nous allions effectuer sans retard. En effet, nous n'étions qu'à une faible distance de Mouzon. Ordre fut donné de se mettre en marche et de traverser la ville, avec défense formelle de s'y arrêter sous un prétexte quelconque. Un quart d'heure après, nous étions de l'autre côté de la

(La suite prochainement.)

Les récoltes de vins se sont faites aussi bien que possible, en égard aux tristes événements qui se sont accomplis dans nos contrées; les troupeaux allemands avaient reçu l'ordre de leurs chefs de ne pas entraver le travail des vignes; il n'y a par conséquent rien de perdu jusqu'à présent et il faut espérer qu'il sera mis fin à nos malheurs dans un prochain avenir. (Journal de Genève.)

Extérieur.

L'empereur de Russie devait se rendre à Odessa, le bruit d'une prochaine visite du sultan à ce souverain a de nouveau couru à Constantinople. On nous écrit de cette ville que le cour de Russie paraît désirer cette visite, mais que le sultan, en considération de la situation actuelle de l'Europe, ne peut se résoudre à faire une démarche qui, bien que toute de courtoisie, ne manquerait pas d'exciter des méfiances et d'autoriser en quelque sorte les rumeurs qui circulent au sujet des intentions de la Russie de profiter de la crise présente pour arriver, de commun accord avec la Porte, à modifier les stipulations du traité de Paris qui la concernent. Aussi, à Constantinople, dément-on formellement les bruits qui se rapportent à ce projet d'entrevue entre les deux souverains de l'Orient.

Berlin, 18 octobre. Depuis le commencement de la guerre, onze personnes habitant à Berlin et généralement de nationalité française ont été arrêtées comme suspectes d'espionnage; toutes ont été relâchées successivement, ainsi qu'on l'écrit à la *Veilleuse Presse libre*, aucune culpabilité n'ayant pu être constatée.

Berlin, 25 octobre. Le nombre des hommes de la réserve et de la landwehr appelés sous les armes à Berlin s'élève au chiffre de 55,000; donc près de 3 p. 100 de la population, mais sensiblement plus que la moyenne du pays entier et suffisant pour exercer une influence très sensible sur toutes les affaires. Jusqu'ici, on n'a pu déterminer encore combien il y a d'hommes mariés parmi les 55,000, mais on a couru bien porter ce chiffre à 50,000, puisque plus de 18,000 femmes d'hommes de la réserve et de la landwehr ont été signalées et obtenient des subventions de la ville.

Florence, 27 octobre. L'Italie, l'Indépendance italienne et la Gazette d'Italie croient savoir que les grandes puissances ont déclaré au gouvernement espagnol qu'elles seraient volontiers l'élection du duc d'Aoste comme roi d'Espagne. L'avis ajoute que M. Montemar conduisit les négociations avec une grande habileté.

Berne, 26 octobre. Le Bund écrit: « D'après les renseignements officiels que le Conseil fédéral a reçus d'Alger, les nouvelles répandues dans ces derniers temps, que des troubles et des révoltes ont éclaté parmi les indigènes, sont complètement inexécutes. »

Londres, 26 octobre. Comme premier résultat des démarches faites par les puissances neutres dans le sens d'une intervention, on cite un communiqué qui se trouve dans les journaux du matin, d'après lequel l'ex-impératrice Eugénie aurait renoncé à se rendre sur le continent, sous le prétexte de ne pas aggraver la situation déjà si malheureuse de la France, et serait retournée à Chislehurst.

Baïme, vendredi 28 octobre. Le Sénat a reçu de la Belgique la nouvelle qu'aujourd'hui douze vaisseaux français, avec un équipage de 800 hommes chacun, ont pris la mer à Dunkerque, se dirigeant vers le Nord.

On lit dans la *Gazette de Cologne*: « D'après un relevé qui vient d'être fait au ministère de la guerre, le nombre de soldats allemands qui se trouvent à présent sur le sol de la France s'élève à 856,000 hommes, dont 740,000 appartiennent à la Prusse et aux autres États de la confédération du Nord. »

On fait déjà des préparatifs pour les quartiers d'hiver pour les troupes qui sont autour de Paris. Entre autres, on a commandé pour elles 60,000 capotes de peaux de moutons, à ce qu'annonce le dernier numéro du *Militär-Wochenblatt*.

L'empereur de Russie, en envoyant à son parent, le grand-duc de Mecklembourg, l'ordre de Saint-Georges de troisième classe, y a joint un vou pour la pré-optim conclusion d'une paix durable. De plus, un de ses aides de camp est en route avec une lettre d'Alexandre II pour le roi Guillaume. Ce sont des symptômes significatifs, et qui auraient surtout une très-grande valeur, s'il était vrai, comme l'affirme le *Standard*, qu'avant la guerre il avait été conclu entre Berlin et Saint-Petersbourg un traité d'alliance en vertu duquel la Russie se chargerait de tenir en échec les velléités qu'aurait pu éprouver l'Autriche de faire cause commune avec la France.

Nous apprenons de bonne source que, loin de songer le moins du monde à se préoccuper de la situation actuelle de la France, le gouvernement espagnol, d'accord avec une puissance victorieuse, serait sur le point de procéder à l'envoi d'un corps de troupes au Portugal. (Situation.)

Le rédacteur-gérant: Victor HUGO. Imprimerie Hinzelin et Co, rue Saint-Dizier, 71, à Nancy.

quelques pièces relatives au Deux-Décembre, une entre autres, se terminant par les mots suivants: « Toutes personnes sur lesquelles on s'arrêtera des armes seront fusillées. » A la place du dernier mot, il y en avait primitivement un autre: « arrêtées » ou « emprisonnées », sans doute. L'empereur, de sa main, avait écrit au bas du document: « La correction fusillées est de M. de Morny, » comme s'il prévoyait qu'un jour l'histoire lui demanderait compte d'ordres aussi sanguinaires. (Journal de Genève.)

Tours, vendredi 28 octobre. On assure que M. Thiers a reçu un sauf-conduit prussien et partira aujourd'hui pour Paris.

La Monnaie de Bordeaux vient de frapper un certain nombre de pièces de 5 fr. en argent. Ces pièces, à la face, présentent la figure allégorique de la République (tête de femme couronnée d'épis), et au revers, le millésime de 1870. Ce sont là, moins l'exergue liberté, égalité, fraternité, qu'on n'y lit plus, les coins adoptés en 1849.

L'Indépendance belge apporte des lettres de Paris du 16 et du 18 octobre. Un rapport de M. Dorian, ministre des travaux publics, paru dans le *Journal officiel*, assure qu'à la fin du présent mois Paris sera en possession de 217 mitrailleurs divers, de 36 mortiers et de 500 canons se chargeant par la culasse et ayant une portée de 8,000 mètres; les munitions pour ces engins seront également prêtes. Le gouvernement a invité la garde nationale à fournir 40,000 volontaires pour les sorties; elle espère en obtenir 30,000.

Le *Courrier de Lyon* signale le plan que, selon lui, suiviraient les Prussiens en se dirigeant de l'Est sur Lyon.

L'armée prussienne se dirigeant sur Gray et sur Dijon, ralliée à un autre corps d'armée venant du côté de Belfort, forte de 100,000 hommes, viendrait en Saône en faisant de fortes réquisitions; enfin elle cernerait Lyon et le sommerait de se rendre, sous menace d'un bombardement immédiat suivi d'un siège régulier.

Orléans. — Nous trouvons dans le *Journal de Genève* ces détails: « Dès le matin de l'occupation, le maire fut mandé par le général en chef, qui lui déclara que la ville devrait fournir dans les vingt-quatre heures un million en métallique, sans compter les réquisitions en nature: 600 bêtes à cornes, 500,000 cigares, d'immenses quantités d'avoine, des couvertures, etc., etc. »

Le maire, M. Crespin, se récria sur l'énormité de ces exigences, en assurant que la ville, qui venait de nourrir depuis plusieurs semaines un grand nombre de soldats français, était à demi épuisée et ne possédait pas toutes les ressources qu'on lui supposait. Sur ces observations, vivement appuyées par le conseil municipal, le général consentit à accepter provisoirement une somme de 600,000 francs en espèces, mais en maintenant en principe l'intégralité de ses prétentions.

« — J'ai des ordres, dit-il, je ne puis les modifier. Le roi seul pourrait autoriser une réduction. Le conseil municipal alla prier Mgr Dupanloup d'intervenir, et l'illustre évêque, pour le caractère et les œuvres duquel la reine de Prusse professe la plus grande admiration, écrivit avec empressement au roi Guillaume. »

Ce n'est pas tout. Les habitants reçurent l'ordre de livrer toutes les armes en leur possession, ainsi que tous les uniformes de gardes nationaux. Un crieur allemand parcourut la ville, précédé d'un tambour, et proclamant par les rues que toute personne qui n'obéirait pas à cette prescription serait immédiatement traitée suivant les lois de la guerre, c'est-à-dire fusillée, ajoutant avec accentuation le héruit funèbre.

On s'exécuta, et, quand tout eut été remis, des soldats firent des perquisitions minutieuses pour s'assurer que rien n'avait été retenu. Un nombre énorme de charrettes emporta ensuite dans la direction de la Beauce et de l'armée prussienne le butin recueilli.

Enfin, les Orléanais furent invités à livrer tous leurs chevaux, en les conduisant sur la place du Martroi, où un officier devait en prendre livraison. Un peu d'instants, la pauvre place offrit le spectacle d'une véritable foire; elle était couverte de chevaux, et les officiers prussiens choisissaient les plus vigoureux et les plus élégants pour se remonter. Le reste suivit le chemin de la Beauce pour servir au gros de l'armée.

REIMS. — Nous extrayons d'une lettre particulière adressée à un négociant de notre ville par une des fortes maisons de Reims les lignes suivantes: « Quant aux bruits exagérés et même faux qui se sont répandus chez vous, je m'empresse de vous en informer que mes cartes, ainsi que celles de tous les négociants en vins, sont restées intactes; sauf de fortes réquisitions qui se font toujours lorsqu'un pays est envahi par l'ennemi, la propriété privée n'a rien eu à souffrir. »

leur projet est d'avancer une galerie jusque sous le Mont-Valérien, afin de faire sauter cette redoutable forteresse.

La mission du général Boyer, envoyé au quartier général du roi par le maréchal Bazaine, a été de très-remarquable que le maréchal qui commandait l'armée de Metz a ouvert ces négociations, non-seulement en dehors du gouvernement provisoire de Paris, mais en opposition avec celui-ci.

On assure qu'il se pourrait que l'empereur Napoléon III, dont la santé exige un climat plus doux, partirait, en novembre, pour Wilhelmshöhe par l'île d'Elbe. (Correspondance de Berlin.)

On lit dans le *Constitutionnel* du 25 octobre: « M. de Kératry est chargé du commandement en chef des gardes mobiles actuelles, des gardes nationaux mobilisés et des corps francs des départements de l'Ouest, Finistère, Morbihan, Côtes-du-Nord, Ille-et-Vilaine, Loire inférieure, avec faculté d'opérer et de se fixer au chef-lieu d'un département placé en dehors de la région ci-dessus désignée: Laval ou le Mans. »

M. de Kératry, investi de tous pouvoirs pour organiser, équiper, nourrir et diriger ces forces, qui prendront le nom de *Forces de Bretagne*, ne relèvera que du ministre de la guerre.

M. de Kératry prendra immédiatement son commandement en qualité de général de division, breveté de l'armée auxiliaire, et pendant la durée de la guerre.

M. Carré-Kérissouët, ancien député, est nommé commissaire général des forces de Bretagne, avec rang de général de brigade.

Un crédit de 8 millions, spécialement affecté à l'armée de Bretagne, est ouvert au commandant en chef.

L'armée de l'Ouest jouira en outre de la solde et des vivres de campagne réglementaires. À partir du jour où chaque corps ou fraction de corps aura été mis en mouvement.

M. de Kératry part aujourd'hui pour le Mans, accompagné de M. Carré-Kérissouët.

Les divers commandements supérieurs régionaux dont la création a été jugée nécessaire par la délégation du gouvernement de la défense nationale sont définitivement constitués comme il suit: COMMANDEMENT SUPÉRIEUR DE LA RÉGION DU NORD. — Général de division Bourbaki. (Quartier général à Lille.) — Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne, Ardennes, Seine-inférieure, Oise, Eure (pour la partie comprise sur la rive droite de la Seine.)

COMMANDEMENT SUPÉRIEUR DE LA RÉGION DE L'OUEST. — Général de division Fédreck. (Quartier général au Mans.) — Loire inférieure, Maine-et-Loire, Deux-Sèvres, Vendée, Ille-et-Vilaine, Morbihan, Finistère, Côtes-du-Nord, Manche, Mayenne.

18^e Division militaire. — Sarthe, — Lait-et-Cher. — Indre-et-Loire. — Eure-et-Loir, rattaché à la 18^e division militaire.

Orne. — Calvados. — Eure (1), distraits de la 2^e division militaire.

COMMANDEMENT SUPÉRIEUR DE LA RÉGION DU CENTRE. — Général de division de Polhés (quartier général à Bourges).

Cher. — Nièvre. — Allier. — Indre. — Loiret. — Yonne. — Aube, rattachés à la 19^e division militaire.

COMMANDEMENT SUPÉRIEUR DE LA RÉGION DE L'EST. — Général de division Cambriels. — Quartier général à Besançon.

Haut-Rhin. — Doubs. — Jura. — Haute-Marne. — Haute-Saône. — Vosges, rattaché à la 7^e division militaire. — Côte-d'Or.

Un des postes administratifs les plus périlleux vient d'être confié à M. Eugène Dauzon, avocat du barreau de Pau. C'est à Mézières, dans les Ardennes, une des villes du nord-est cernées par l'ennemi, que M. Dauzon est envoyé en qualité de préfet. Il a quitté Tours le 25, comptant bien déjouer la vigilance des Prussiens et prendre bientôt possession de son poste. (Constitutionnel.)

Voici dans quels termes le général Garibaldi a annoncé qu'il était investi d'un commandement dans les Vosges: « Volontaires et francs-tireurs, je viens prendre le commandement des corps formés pour la défense nationale. »

« La Prusse sait qu'elle doit maintenant compter aussi avec la nation armée; je ne vous adresse pas de longues paroles. »

« Je vous adresse des instructions qui vous serviront de règle dans vos opérations contre l'envahissement et l'ennemi de la république. »

« Je compte sur vous, vous pouvez compter sur moi. »

« Vive la république! » GARIBALDI.

L'examen de la correspondance impériale a révélé quelques faits piquants. Je ne vous parle point des deux lettres de M^{lle} Marguerite Bellanger, qui étaient accompagnées de la mention: « lettres à garder. » D'autres papiers non moins curieux ont été rapidement examinés: ainsi

Ains mandé par l'Etat, aucun plaqut n'y a été mis. Arr. jeunes tion, laquel

Com. off. (Celle que l'roi tent Mes. Divisi. dant u poran jours. Metz d Bazain l'enne mier e quarti ment euill très-de génér le traj trains voyag tues a le tra Général met a intro do gu du roi prussie

Le mission clara négoc de se r fit obs mer le mettr point léger la pai par les verno gouver. En général gare d naux (rouser l'anar en Fra munic siens d paraly défens de Ké tombe dre es draper deux truite par de pour ont ac conco la sèct ère r arden et l'AI guern. Cett dispet quant d'Orlé cause de la songe s'adre avant. On ig tuelles propre ne po tés, is encor le cor Dye. l Dèret franç rempli

du général Boyer reparti pour Versailles avec de nouveaux pouvoirs il est urgent de faire savoir aux troupes que la situation pénible où nous nous trouvons n'est que transitoire. L'armée sépare sa

vous rendez par lui à la ville de Metz et à la France. Ce-ci explique parfaitement la canonnade entendue il y a huit jours.

et qu'il était âgé de 86 ans. Le général rédacteur en chef, J. MAYNÉ Metz Imprimerie J. Mayné, rue de la Haye,

la liberté méconnue, sur l'orare menacé, on persécuté.

ent, reprenant la parole dans les circonstances, en plein état de siège et au milieu d'un journal ne doit pas se promettre parler librement de tout et sur tout; possible de parler de beaucoup de cho-

ENH, beaucoup de nous nous avaient prié de reprendre la plume. L'Espérance était pour eux comme ces soldats dont on n'avait point de nouvelles depuis plusieurs mois, et qu'on soupçonnait de revivre. Elle était l'amie de la maison, la désirée de tous en tout temps. A plus forte raison la regrettaient-ils dans les tristes et dou-

JOURNAL DES FAITS

POLITIQUES ET LITTÉRAIRES.

Le Journal des FAITS POLITIQUES ET LITTÉRAIRES paraît 4 fois par semaine : les MARDI, JEUDI, SAMEDI et DIMANCHE. Le prix d'abonnement, payable d'avance, est de 3 fr. par trimestre pour NANCY, 7 fr. par trimestre pour le département de la Meurthe et ceux limitrophes. On s'abonne et on reçoit les Annonces à l'imprimerie, rue Saint-Dizier, 71, à Nancy. Prix de la ligne d'Annonce : 30 centimes ; de Réclame : 40 centimes.

Nancy, 17 Novembre.

La nouvelle qui nous a été transmise hier de Londres d'une circulaire du prince Gortchakoff, relative au traité de 1856, nous revient aujourd'hui (il ne sait pas d'arrêter), il se jeta dans la petite rivière de Vienne sous une forme plus précise et qui lui donne plus de gravité encore. Le chancelier de l'empire russe n'aurait pas signalé aux puissances signataires du traité de 1856 tels ou tels articles à réviser ou à supprimer, mais il aurait fait notifier à Constantinople, à Londres et à Vienne, — sans doute aussi à Berlin et à Tours ou à Paris, — une dénonciation pure et simple du traité, déclarant qu'il le tiendrait désormais comme nul et non avenue.

On nous apporte, dit *Paris-Journal*, une nouvelle qui pourrait bien être l'indice de prochains événements. L'ambassade d'Angleterre fait ses paquets. L'ambassade a reçu l'ordre de faire descendre dans les caves tous les papiers, toutes les archives de l'ambassade, et de prendre tous les soins nécessaires pour les mettre à l'abri de toute éventualité. Le premier secrétaire et les deux premiers attachés militaires quitteront Paris vendredi, et emménageront avec eux ceux de leurs nationaux qui en feront la demande.

SIÈGE DE PARIS.

Berlin, 10 novembre. Des déserteurs de Paris annoncent que le général Trochu prépare une grande sortie, afin d'affirmer son prestige vis-à-vis de la population. Les Allemands ont construit de nouvelles batteries sur les hauteurs de Raincy, en face de Noisy, sur celle de Montmagny, en face de Saint-Denis et près de Courbevoie.

Les officiers suisses de l'armée pontificale ont rejoint les zouaves commandés par le baron Charliet, ex-colonel au service du pape, le comte de Chambord ayant expressément permis au baron Charliet et aux autres légionnaires de combattre sous les drapeaux de la République contre l'Allemagne.

Conformément à un décret de M. Gambetta, les recrues de l'infanterie doivent être complètement exercées dans l'espace de quinze à vingt jours au plus.

Le *Journal des Débats* a reçu, par un message entré dans Paris, un certain nombre de journaux de province dont il donne de nombreux extraits. Il raconte aussi le voyage du message. La fin n'en a pas été sans danger, comme on peut le voir par les lignes suivantes :

FEUILLETON DU JOURNAL DES FAITS.

N° 3.

Le Journal d'un Annoncier.

SEDAN.

Je montai vers le 20^e, à trois minutes de notre campement, sur une hauteur d'où l'on apercevait, dans toute son étendue, la plaine qui s'étendait à nos pieds, et je cherchai à voir l'ennemi. On distinguait seulement dans la plaine des officiers à cheval qui semblaient sonder le terrain, des sentinelles perdues et des grand'gardes qui allaient prendre position sur la lisière d'un bois. Je commençai à penser que c'était, comme la veille et l'avant-veille, une fausse alerte, et j'appris, en effet, bientôt après, qu'on avait pris pour une armée prussienne une poignée de uhlans.

Le soir étant arrivé, on se mit à table. Comme il y avait beaucoup de bière, nous nous tenions debout, sur des pierres plates, l'assiette à la main, le verre à nos pieds, autour d'un feu qui donnait beaucoup plus de fumée que de chaleur. Le major me parlait des effets de l'opium et de Bordeaux, sa ville natale. Le lieutenant-colonel et le capitaine s'amusaient à parler breton. Le colonel fumait sa pipe,

grave, réfléchi, comme un général qui dresse un plan de bataille. — « Soutenez-vous, dit le commandant, que vous regretterez ce hideux campement ».

Il. Dieu eût pitié de nos soldats, qui commençaient à souffrir de la faim, car le lendemain au point du jour, de riches paysans de l'endroit vinrent distribuer du pain à la troupe. C'était la manne qui tombait dans le désert. Chacun emporta celui qu'il voulut. Il y en eut pour tous et largement.

Contrairement à l'attente commune, les Prussiens n'étaient pas venus ; mais, vers minuit, on avait fait dire au colonel de se tenir prêt à livrer bataille, dans le courant de la journée (29 août). Le bruit courait qu'un général — les uns disaient Bazaine, les autres de Failly, — allait en venir aux mains avec l'ennemi et le rejeter sur nos lignes, à Mouzon, pour le prendre entre deux feux. Quand on quitta La Besace, ceux qui connaissaient ces projets ou ces bruits croyaient aller à la victoire ; et plus d'un y laissera son bonnet, me disait familièrement un soldat ; mais enfin nous les battrons. — Nous suivions lentement un chemin étroit et tortueux qui serpentait dans un bois. Le soleil, qui brillait sur nos têtes et plongeait ses chauds rayons dans les

massifs qui nous entouraient, semblait nous encourager à l'espérance et à la joie. Quelques soldats chantaient. D'autres, des trainards, sortaient de la route et couraient dans la forêt. Après une heure de marche, nous traversions un village appelé, je crois, Yoncy, dont les habitants avaient, la veille, reçu la visite de quelques uhlans, et, un peu plus loin, on commandait une halte sous les armes, comme si l'ennemi était à deux pas de nous. Cela n'empêcha pas les officiers supérieurs du 31^e de déjeuner comme à l'ordinaire. Seulement, on parla peu : je suppose qu'on pensa, au contraire, beaucoup. Pour moi, soldat sans armes, destiné à attendre la mort les bras croisés, l'idée qu'on allait se battre m'impressionnait vivement.

Sur les collines escarpées qui bornent Mouzon à l'Est, sur la rive droite de la Meuse, on apercevait des masses compactes de soldats qu'on prit d'abord pour des Prussiens. On apprit bientôt que c'étaient des troupes françaises destinées à couvrir le passage de la Meuse, que nous allions effectuer sans retard. En effet, nous n'étions qu'à une faible distance de Mouzon. Ordre fut donné de se mettre en marche et de traverser la ville, avec défense formelle de s'y arrêter sous un prétexte quelconque. Un quart d'heure après, nous étions de l'autre côté de la

Meuse et nous gravissions, par un sentier étroit et rapide, la balonnette en avant, les mêmes hauteurs où les soldats avaient cru voir l'ennemi. Les Prussiens n'y étaient pas. Je commençai de croire à mon tour que décidément ils battaient en retraite, ainsi qu'on l'avait dit au Chesne ; que nous allions les poursuivre sur la Moselle d'abord, puis dans le Bas-Rhin ; enfin, que la France serait bientôt délivrée de l'invasion.

Le 31^e prit position sur un immense plateau aride et d'où le regard s'étendait à une distance incommensurable. A notre droite, au pied de la colline, était Mouzon ; plus loin, la route par laquelle nous venions d'arriver. Derrière nous, un bois, le long duquel furent établies quelques batteries d'artillerie et un régiment de chasseurs à pied. A notre gauche, une colline boisée, plus haute encore que celle où nous campions, et sur laquelle on eut soin d'établir un poste d'observation. En face de nous, des forêts qui s'étendaient jusqu'aux bords de la Meuse ; l'immense vallée que ce fleuve arrose ; Stenay, occupé par l'ennemi, à vingt ou vingt-cinq kilomètres, et plus loin, vers l'Est, Montmédy, dont on apercevait vaguement les alentours. Notre plateau, avec sa couronne de soldats, devait offrir de loin un spectacle saisissant.

31 octobre.

Bien que je ne murmure pas encore trop haut contre notre sort, je ne puis pourtant pas le dissimuler à quel point nous aspirons à une fin, quelle qu'elle soit, de tout ceci. L'esprit est tendu, les nerfs aussi. Cependant, avec un peu d'effort de volonté, on arrive à se calmer et à se trouver dans les heureux ; le nécessaire ne nous manque pas, et le superflu est un composé de choses qui s'augmentent chaque jour, c'est-à-dire qu'on arrive petit à petit à se restreindre et à trouver mille choses autrefois indispensables, maintenant inutiles. Quelle leçon ! Quelle utile et sérieuse leçon d'économie pour toute ménagère ! Comme l'on apprend forcément la valeur de chaque chose ! Je ne puis croire que vous vous figuriez cette valeur actuelle pour tous ceux qui sont obligés de compléter, les affaires matérielles vous absorbent complètement, et du matin au soir on calcule de quelle façon on procédera pour faire chaque repas, ou plutôt un seul repas. Le din r, car c'est le seul important. Depuis huit jours je n'ai pas de viande, et mon boucher n'ayant pas le droit de me garder une pesée ainsi qu'il le faisait ces derniers temps, nous nous en passons.

Dimanche nous avons pris un billet circulaire pour faire le tour de Paris par le chemin de ceinture ; mais arrivés à Auteuil, nous sommes descendus, et, traversant le bois de Boulogne et le village, nous sommes arrivés au pont de Saint-Cloud, où se trouve une barricade ; en face s'élevait le village de Saint-Cloud, occupé par les Prussiens. Pendant que nous y étions, le Mont-Valérien en-

(La suite prochainement.)

leur projet est d'avancer une galerie jusque sous le Mont-Valérien, afin de faire sauter cette redoutable forteresse.

La mission du général Boyer, envoyé au quartier général du roi par le maréchal Bazaine, a été de très-remarquable que le maréchal qui commandait l'armée de Metz a ouvert ces négociations, non-seulement en dehors du gouvernement provisoire de Paris, mais en opposition avec celui-ci.

On assure qu'il se pourrait que l'empereur Napoléon III, dont la santé exige un climat plus doux, quittât, en novembre, Wilhelmshehe pour l'île d'Elbe.

(Correspondance de Berlin.)

On lit dans le *Constitutionnel* du 25 octobre : « M. de Kératry est chargé du commandement en chef des gardes mobiles actuelles, des gardes nationaux mobilisés et des corps francs des départements du Nord, de l'Est et de la Vienne, Loire-Inférieure, Maine-et-Loire, département placé en dehors de la désignation : Laval ou le Mans.

M. de Kératry, investi de tout l'organiser, équiper, nourrir et diriger qui prendront le nom de *Forces* relèvera que du ministre de la guerre.

M. Carré-Kérissouët, ancien député, commissaire général des forces de rang de général de brigade.

Un crédit de 8 millions, spécifiquement affecté à l'armée de Bretagne, est ouvert en chef.

L'armée de l'Ouest jouira en outre de vivres de campagne réglés du jour où chaque corps ou fraction sera mis en mouvement.

M. de Kératry part aujourd'hui accompagné de M. Carré-Kérissouët.

Les divers commandements supérieurs dont la création a été jugée nécessaire par le gouvernement de la défense ont été définitivement constitués comme suit :

COMMANDEMENT SUPÉRIEUR DE LA RÉGION DU NORD. — Général de division Bourbaki. (Quartier général à Lille.) — Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne, Ardennes, Seine-Inférieure, Oise, Eure (pour la partie comprise sur la rive droite de la Seine.)

COMMANDEMENT SUPÉRIEUR DE LA RÉGION DE L'OUEST. — Général de division Pédrick. (Quartier général au Mans.) — Loire-Inférieure, Maine-et-Loire, Deux-Sèvres, Vendée, Ille-et-Vilaine, Morbihan, Finistère, Côtes-du-Nord, Manche, Mayenne.

18^e Division militaire. — Indre-et-Loire. — Sarthe. — Loir-et-Cher. — Vienne. — Eure-et-Loir, rattaché à la 18^e division militaire.

Orne. — Calvados. — Eure (1), distraits de la 2^e division militaire.

COMMANDEMENT SUPÉRIEUR DE LA RÉGION DU CENTRE. — Général de division de Polhès (quartier général à Bourges).

Cher. — Nièvre. — Allier. — Indre. — Loiret. — Yonne. — Aube, rattachés à la 19^e division militaire.

COMMANDEMENT SUPÉRIEUR DE LA RÉGION DE L'EST. — Général de division Cambriels. — Quartier général à Besançon.

Haut-Rhin. — Doubs. — Jura. — Haute-Marne. — Haute-Saône. — Vosges, rattaché à la 7^e division militaire. — Côte-d'Or.

Un des postes administratifs les plus périlleux vient d'être confié à M. Eugène Dauzon, avocat du barreau de Pau. C'est à Mézières, dans les Ardennes, une des villes du nord-est cernées par l'ennemi, que M. Dauzon est envoyé en qualité de préfet. Il a quitté Tours le 25, comptant bien déjouer la vigilance des Prussiens et prendre bientôt possession de son poste.

(Constitutionnel.)

Voici dans quels termes le général Garibaldi a annoncé qu'il était investi d'un commandement dans les Vosges :

« Volontaires et francs-tireurs, je viens prendre le commandement des corps formés pour la défense nationale. La Prusse sait qu'elle doit maintenant compter aussi avec la nation armée ; je ne vous adresse pas de longues paroles. Je vous adresse des instructions qui vous serviront de règle dans vos opérations contre l'envahissement et l'ennemi de la république. Je compte sur vous, vous pouvez compter sur moi. »

GARIBALDI.

L'examen de la correspondance impériale a révélé quelques faits piquants. Je ne vous parle point des deux lettres de M^{lle} Marguerite Bellanger, qui étaient accompagnées de la mention : « lettres à garder. » D'autres papiers non moins curieux ont été rapidement examinés ; ainsi

quelques pièces relatives au Deux-Décembre, une entre autres, se terminant par les mots suivants : « Toutes personnes sur lesquelles on s'insira des armes seront fusillées. » A la fin du dernier mot, il y en avait primitivement deux autres : « arrêtées » ou « emprisonnées » sans doute. L'empereur, de sa main, avait écrit bas du document : « La correction fusillée » de M. de Moroy, comme s'il prévoyait qu'un jour l'histoire lui demanderait compte d'ordres aussi sanguinaires.

(Journal de Genève.)

Tours, vendredi 28 octobre. On assure que M. Thiers a reçu un sauf-conduit prussien et partira aujourd'hui pour Paris.

La Monnaie de Bordeaux vient de frapper certain nombre de pièces de 3 fr. en argent. Ces pièces, à la face, présentent la figure all

« Dès le matin de l'occupation, le maire mandé par le général en chef, qui lui déclara que la ville devrait fournir dans les vingt-quatre heures un million en métallique, sans compter les réserves en nature : 600 bêtes à cornes, 300,000 cigares, d'immenses quantités d'avoine, des couvertures, etc., etc. »

Le maire, M. Crespin, se récria sur l'énormité de ces exigences, en assurant que la ville qui venait de nourrir depuis plusieurs semaines un grand nombre de soldats français, était à bout épuisée et ne possédait pas toutes les ressources qu'on lui supposait. Sur ces observations, vivement appuyées par le conseil municipal, le général consentit à accepter provisoirement une somme de 600,000 francs en espèces, mais maintenant en principe l'intégralité de ses propositions.

« J'ai des ordres, dit-il, je ne puis les modifier. Le roi seul pourrait autoriser une réduction qu'on lui supposait. Le conseil municipal alla prier Mgr Dupauloup d'intervenir, et l'illustre évêque, pour le caractère et les œuvres duquel la reine de Prusse professe la plus grande admiration, écrivit à empressement au roi Guillaume. »

« Ce n'est pas tout. Les habitants reçurent l'ordre de livrer toutes les armes en leur possession ainsi que tous les uniformes de gardes nationaux. Un crieur allemand parcourut la ville, précédé d'un tambour, et proclamant par les rues qu'il ne fallait pas à cette prescription serait immédiatement traitée suivant les lois de la guerre, c'est-à-dire fusillée, ajoutait avec accentuation le hérald funèbre. »

« On s'exécuta, et, quand tout eut été remis des soldats firent des perquisitions minutieuses pour s'assurer que rien n'avait été retenu. Un nombre énorme de charrettes emporta ensuite dans direction de la Beauce et de l'armée prussienne le butin recueilli. »

« Enfin, les Orléanais furent invités à livrer leurs chevaux, en les conduisant sur la place Martroi, où un officier devait en prendre livraison. En peu d'instants, la pauvre place offrit le spectacle d'une véritable foire ; elle était couverte de chevaux, et les officiers prussiens choisissaient plus vigoureux et les plus élégants pour se servir. Le reste a suivi le chemin de la Beauce pour servir au gros de l'armée. »

REIMS. — Nous extrayons d'une lettre particulière adressée à un négociant de notre ville, une des fortes maisons de Reims les lignes suivantes :

« Quant aux bruits exagérés et même faux se sont répandus chez vous, je m'empresse de vous informer que mes caves, ainsi que celles de tous les négociants en vins, sont restées intactes sans de fortes réquisitions qui ne font touché lorsqu'un pays est envahi par l'ennemi, la propriété privée n'a rien eu à souffrir. »

remplir l'armée de Metz. En attendant le retour du général Boyer reparti pour Versailles avec de nouveaux pouvoirs il est urgent de faire savoir aux troupes que la situation pénible où nous nous trouvons n'est que transitoire. L'armée separe sa

vices rendus par lui à la ville de Metz et à la France.

(Il s'agit d'expliquer parfaitement la canonnade entendue il y a huit jours.)

M. le Ministre de la Guerre.

pleurer sur la liberté méconnue, sur l'ordre menacé, sur la religion persécutée.

Evidemment, reprenant la parole dans les circonstances actuelles, en plein état de siège et au milieu des vainqueurs, un journal ne doit pas se promettre de pouvoir parler librement de tout et sur tout ; mais il est possible de parler de beaucoup de choses

peut-être, comme une classe d'ouvriers, artisans, industriels, commerçants, riches ou pauvres, qui sont exclusivement du parti de la France. Et c'est à cette classe que nous pensons nous adresser plus spécialement ; c'est à son patriotisme que nous comptons demander le salut de la patrie. Le malheur qui passe et pése sur nous depuis trois mois ; les rudes

Enfin, beaucoup de nos amis et de nos collègues nous avaient prié de reprendre la plume. L'Espérance était prêt pour eux comme ces soldats dont on n'avait point de nouvelles depuis plusieurs mois, et qu'on soupçonnait de revivre. Elle était l'ami de la maison, la désirée de tous en tout temps. A plus forte raison la regrettaient-ils dans les tristes et dou-

de la ligne d'annonces, 20 cent.
de réclames, 50 cent.

le gé
uche,
lessina
le but
Tann,
qu'il co
tira a
ay et
es en
march
aya de
c l'en
eu qu
être a
Roya
s pas
ar suit
ny et
sayaé
éalisé
er, il
er Or
estero

néral
suiva
entre
-gard
un c

nt no
bats
, il c
empo
il y
par c
dépe
les
n d'
gran
rens
dép
du
rand
e co
mbo
deux
neck

ANDA
perd
) offi
re c
en re
it p
er:
d
uten
quitt
ur l
issie
i, pr
rge
oche
le l
r M.
le
nini

avec M. Rocherort, quoiqu'il
mandant de son bataillon à
t. Ces jours-là, demandaient

redr
onseil
une
ni re
tique
du m
sens
nne

e int
qu
on s'
nt el
es fu
de g
re. il
No
as off
se pa
t à ne
ou t
nou
sur u
ste c
ment
nois,
s, et
t d'av
ès la
é à l'
icain
sauve
préc
iter l
ous m
ne fo
séc
is. L
fend
et p
ne p
ont l
t ser
cess
sse p
ne p
s, en
ques
cau
as l
tant
est p
t d'o
. En
re ;
n ve
raire
s he
e et
et ne
est
ime
nd e
de
ir se
, au
rale
le c
rs e
s c
rs

pourquoi

L'ESPÉRANCE VOULAIT REPARAITRE ;

pourquoi

ELLE NE REPARAIT PAS.

UN MOT AUX ABONNÉS.

NANCY,
VAGNER, IMPRIMEUR-LIBRAIRE-ÉDITEUR,
Rue du Manège, 3.

30 Novembre 1870.

quelques
aussi de pouvoir défendre nos convictions et nos
pignan, à
Comm

NANCY, IMPRIMERIE DE VAGNER, RUE DU MANÈGE, 5.

UN MOT

AUX ABONNÉS DE L'ESPÉRANCE.

Le 22 août dernier, — il s'est écoulé depuis plus de trois mois, c'est-à-dire plus de trois siècles, si l'on tient compte du nombre et de la gravité des événements qui se sont accomplis ! — l'autorité prussienne intima par la police, à *l'Espérance* et aux autres journaux de Nancy, l'ordre de se soumettre à la censure. Vivant déjà en pleine invasion, et en pleine dictature, nous allons essayer du régime nouveau, dans l'espoir de rendre encore quelques services à nos concitoyens, dans l'espoir aussi de pouvoir défendre nos convictions et nos principes religieux, lorsque l'administration municipale nous fit parvenir l'avis suivant :

« M. le Maire et la Commission municipale, sachant que les journaux de la localité excitent une grande irritation chez les autorités prussiennes et pourraient attirer sur la ville des rigueurs déplorables, prient MM. les Rédacteurs de vouloir bien s'abstenir de toute